Peut-on utiliser le « Très haut débit mobile » pour pallier la carence du « Très haut débit fixe » ?

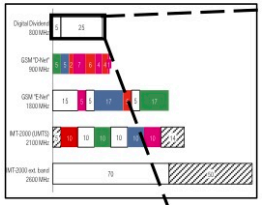
Patrick VUITTON
Délégué général de l'AVICCA

TR12 2012

- 4G/LTE ET ZONES BLANCHES DU HAUT DÉBIT EN ALLEMAGNE
- 4G/LTE, HAUT ET TRÈS HAUT DÉBIT EN FRANCE
  - Engagements de couverture (échéances, prévisibilité)
  - Performances et offres
- CONCLUSION

En Allemagne, des obligations de déploiements articulées avec le haut débit fixe

License conditions for the 800 MHz band request prioritisation for rural areas w/o broadband access

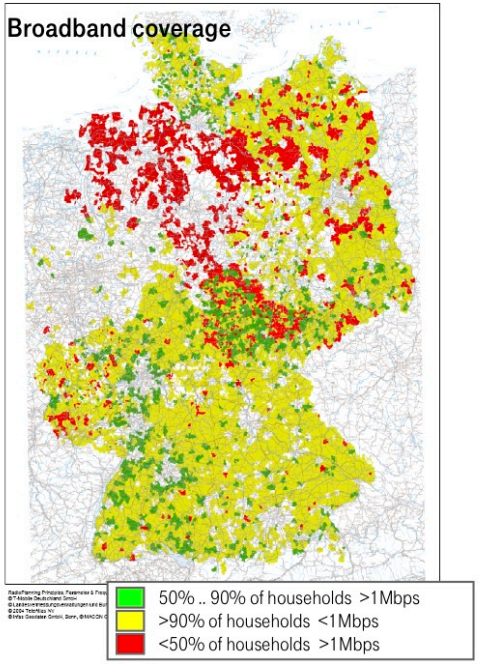


License conditions LTE 800

- Priority classes
  - Prio 1: < 5.000 inhabitants
  - Prio 2: 5.000-20.000 inhabitants
  - Prio 3: 20.000-50.000 inhabitants
  - Prio 4: > 50.000 inhabitants
- Step wise approach to cover high priority areas first.
- 90% population coverage has to be achieved before starting in the next area of lower priority
- Target: 50% pop-coverage until January 1, 2016.

but:

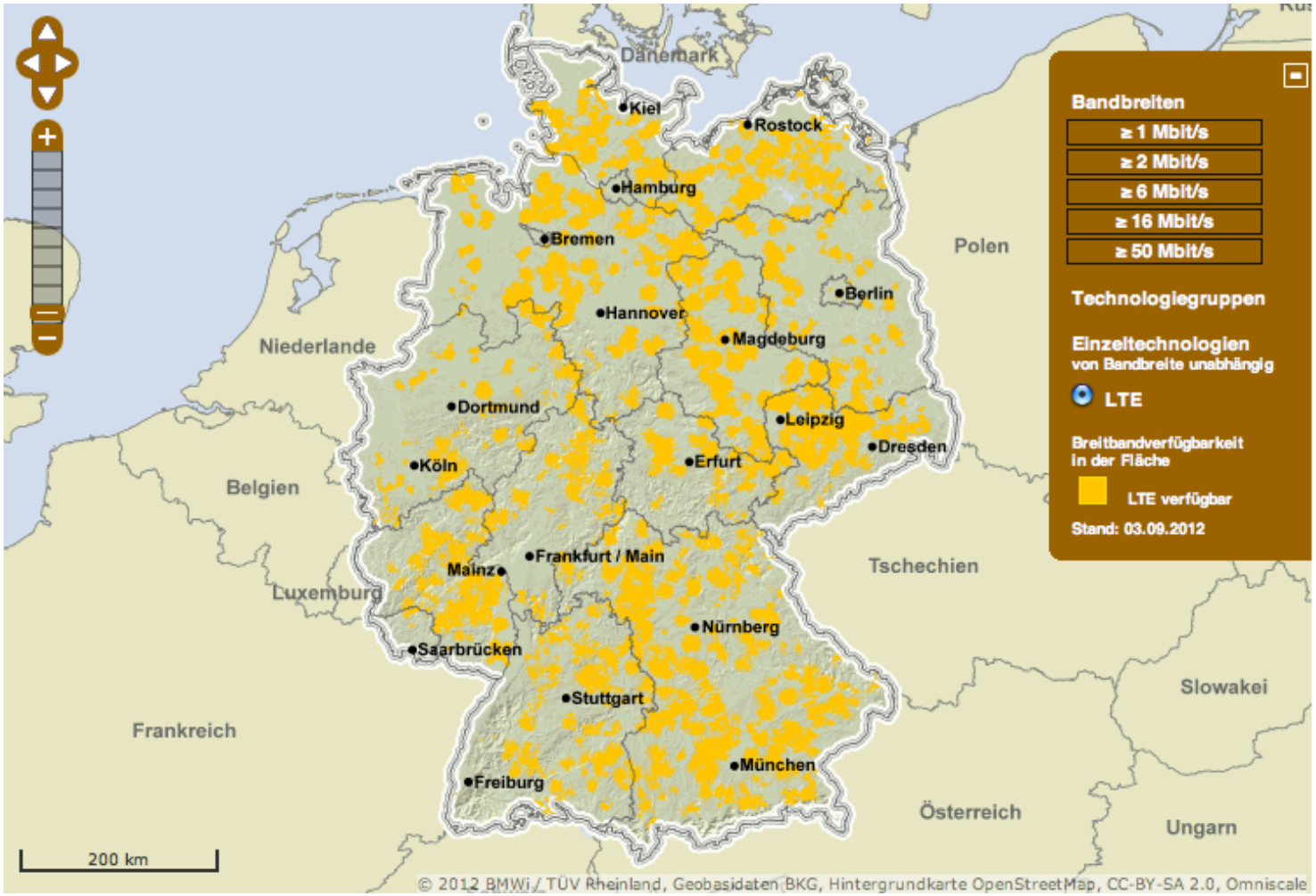
- existing broadband access counts (fixed or mobile)
- also competitors taken into account



Le régulateur allemand a estimé que les obligations étaient remplies dans 15 des 16 Länder

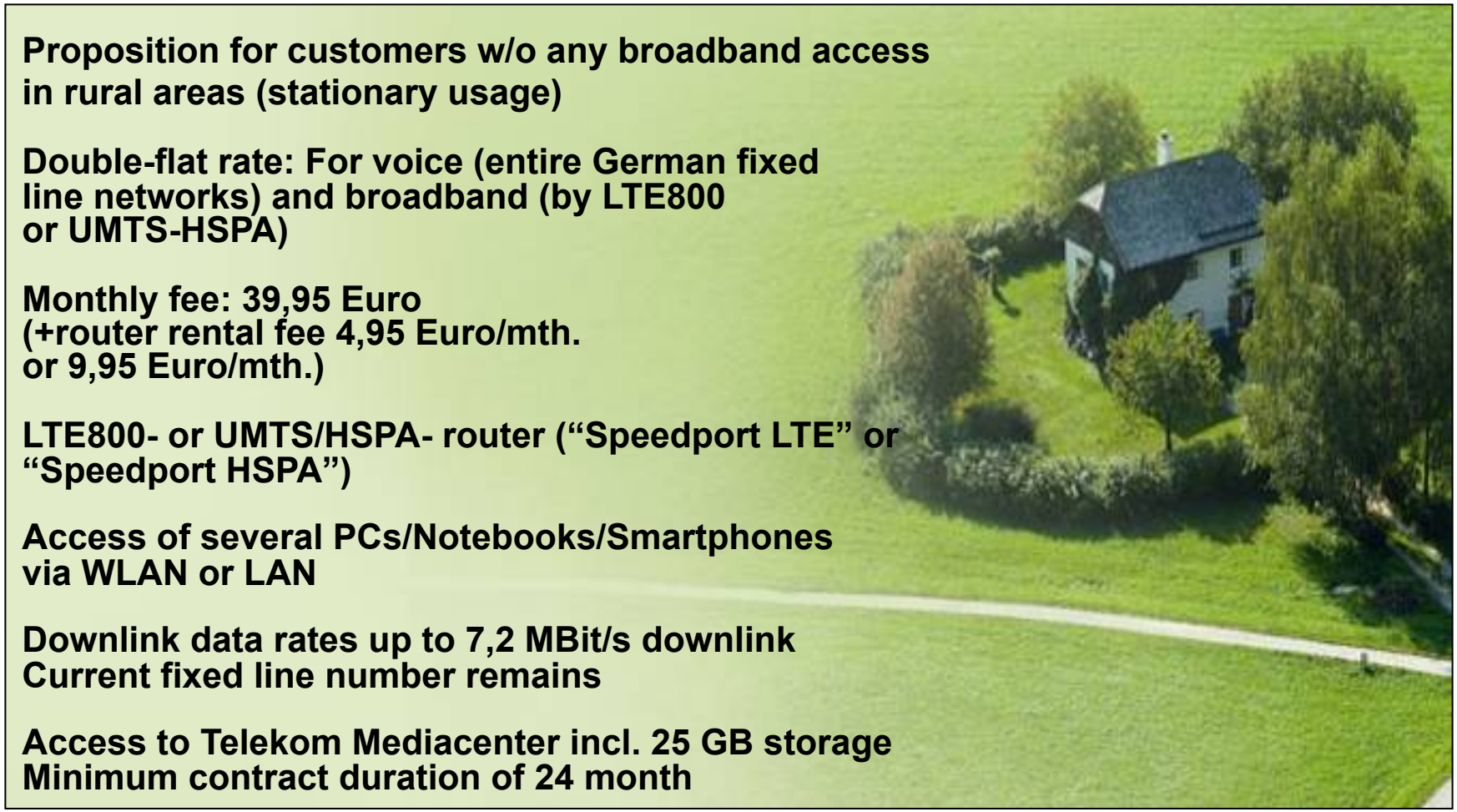
Source : Deutsche Telekom

La couverture du LTE 800 (septembre 2012)



http://www.zukunft-breitband.de/BBA/Navigation/Breitbandatlas/breitbandsuche.html

30 000 abonnés à l'offre commerciale « Call & Surf Comfort via Funk » (septembre 2012)



Proposition for customers w/o any broadband access in rural areas (stationary usage)

Double-flat rate: For voice (entire German fixed line networks) and broadband (by LTE800 or UMTS-HSPA)

Monthly fee: 39,95 Euro (+router rental fee 4,95 Euro/mth. or 9,95 Euro/mth.)

LTE800- or UMTS/HSPA- router ("Speedport LTE" or "Speedport HSPA")

Access of several PCs/Notebooks/Smartphones via WLAN or LAN

Downlink data rates up to 7,2 MBit/s downlink
Current fixed line number remains

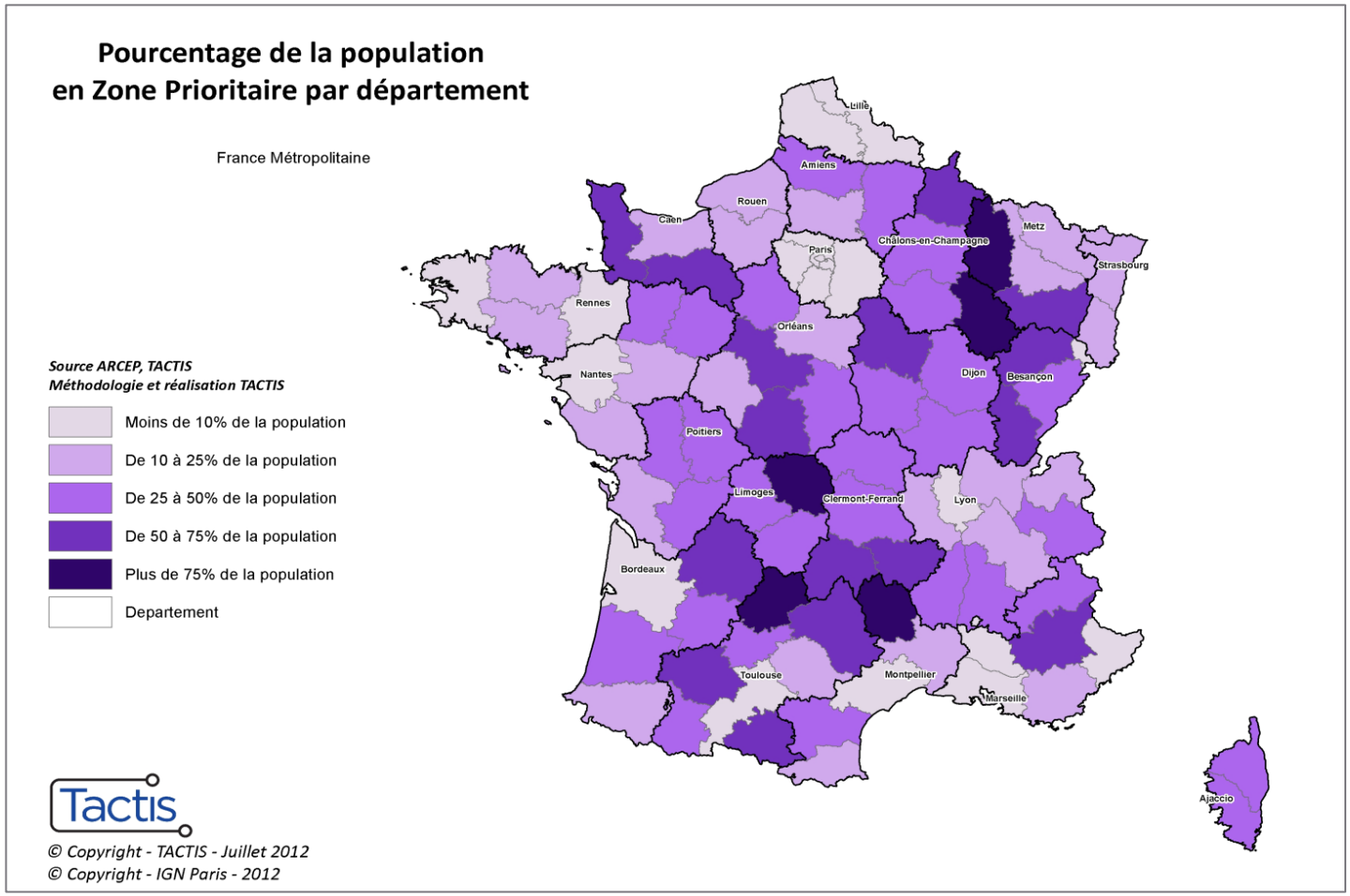
Access to Telekom Mediacenter incl. 25 GB storage
Minimum contract duration of 24 month

En France, des obligations à géométrie variable

Bande	Obligation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
2,6GHz	Nationale	25%				60%				75%				
800MHz	Nationale										98%			99,6%
	Départementale										90%			95%
	Zone prioritaire			40%					90%					
Global	Nationale	25%				60%				75%	98%			99,6%
	Départementale										90%			95%
	Zone prioritaire			40%					90%					

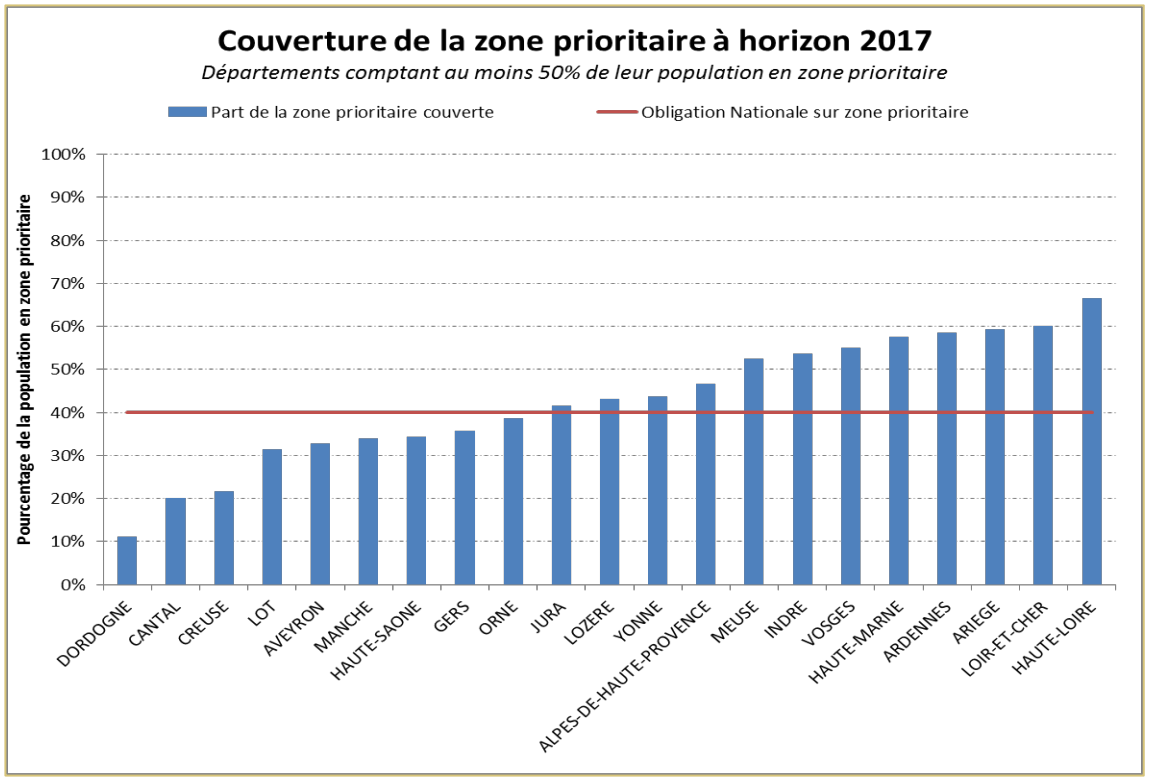
- Les obligations portent essentiellement sur la bande 800 MHz
- La zone prioritaire est très vaste : 63% du territoire
- L'obligation de couverture est exprimée en population et non en superficie
- La formulation nationale rend la couverture locale imprévisible jusqu'en 2024

Zone prioritaire : de moins de 10 à plus de 75% de la population



2017, les communes urbaines ?

- En couvrant les 1 610 communes urbaines (INSEE) de la zone prioritaire (sur les 22 688), les opérateurs toucheraient 32% de la population concernée (obligation de 40%)

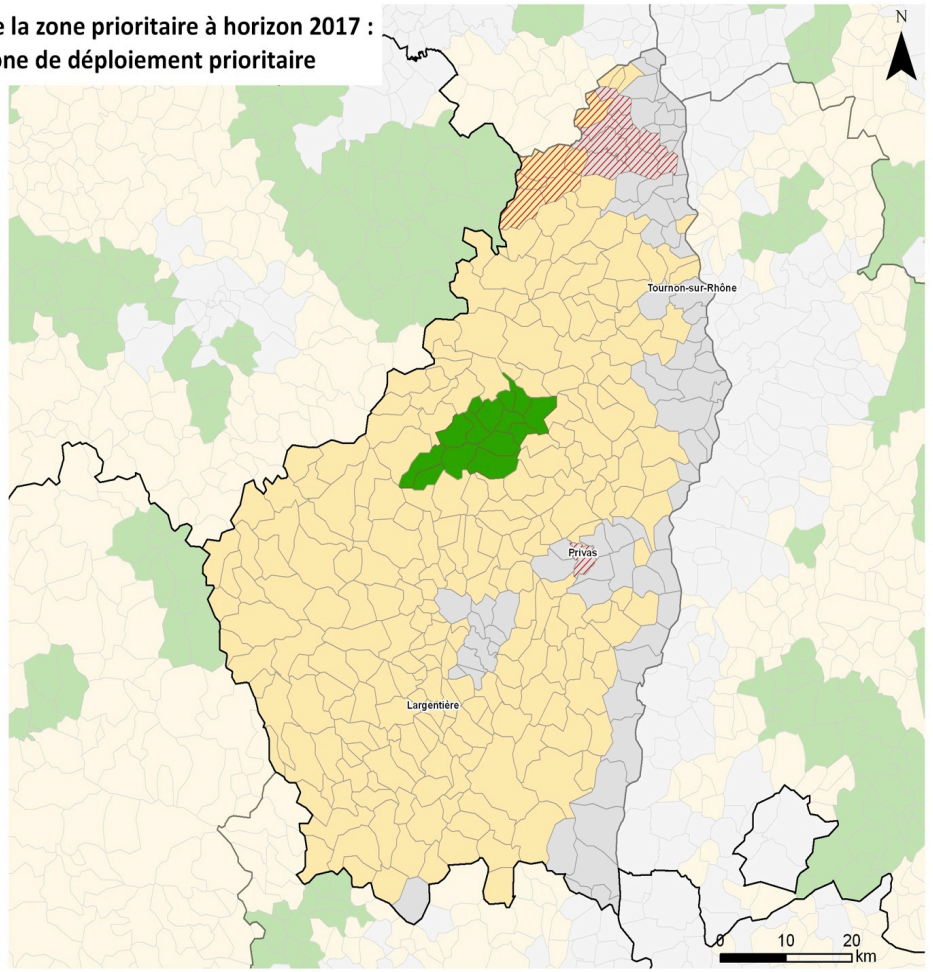


Hypothèses :
- déploiement par rendements décroissants
- homogénéisation par EPCI en général

Quelles priorités des opérateurs sur la zone prioritaire ?

Couverture prévisionnelle en 4G de la zone prioritaire à horizon 2017 : objectif 40% de la population en zone de déploiement prioritaire

Département de l'Ardèche



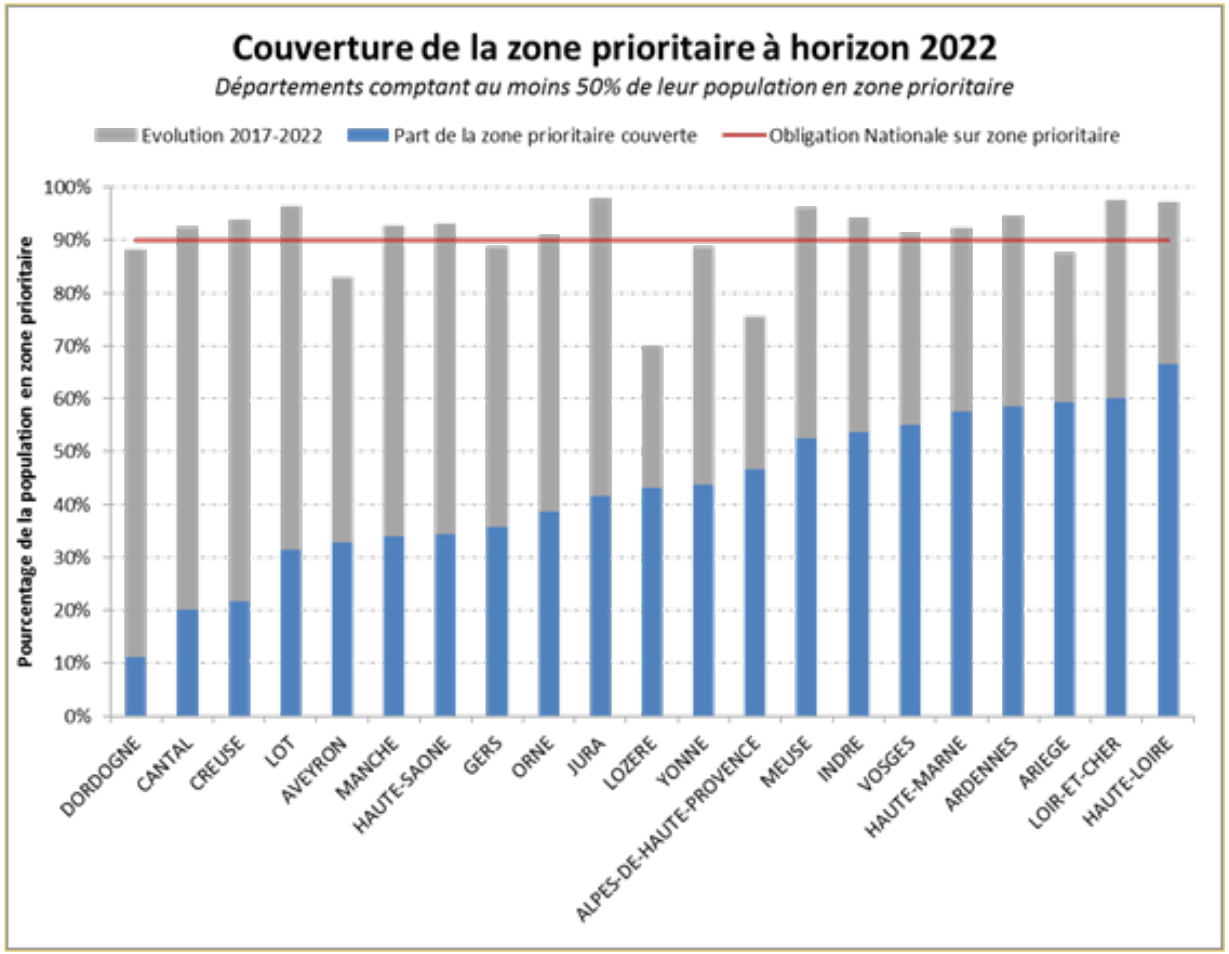
Source ARCEP, TACTIS
Méthodologie et réalisation TACTIS

- Communes prioritaires
- Couverture sur zone prioritaire
- Communes hors zone prioritaire
- Communes en zone AMII
- Departement
- Region

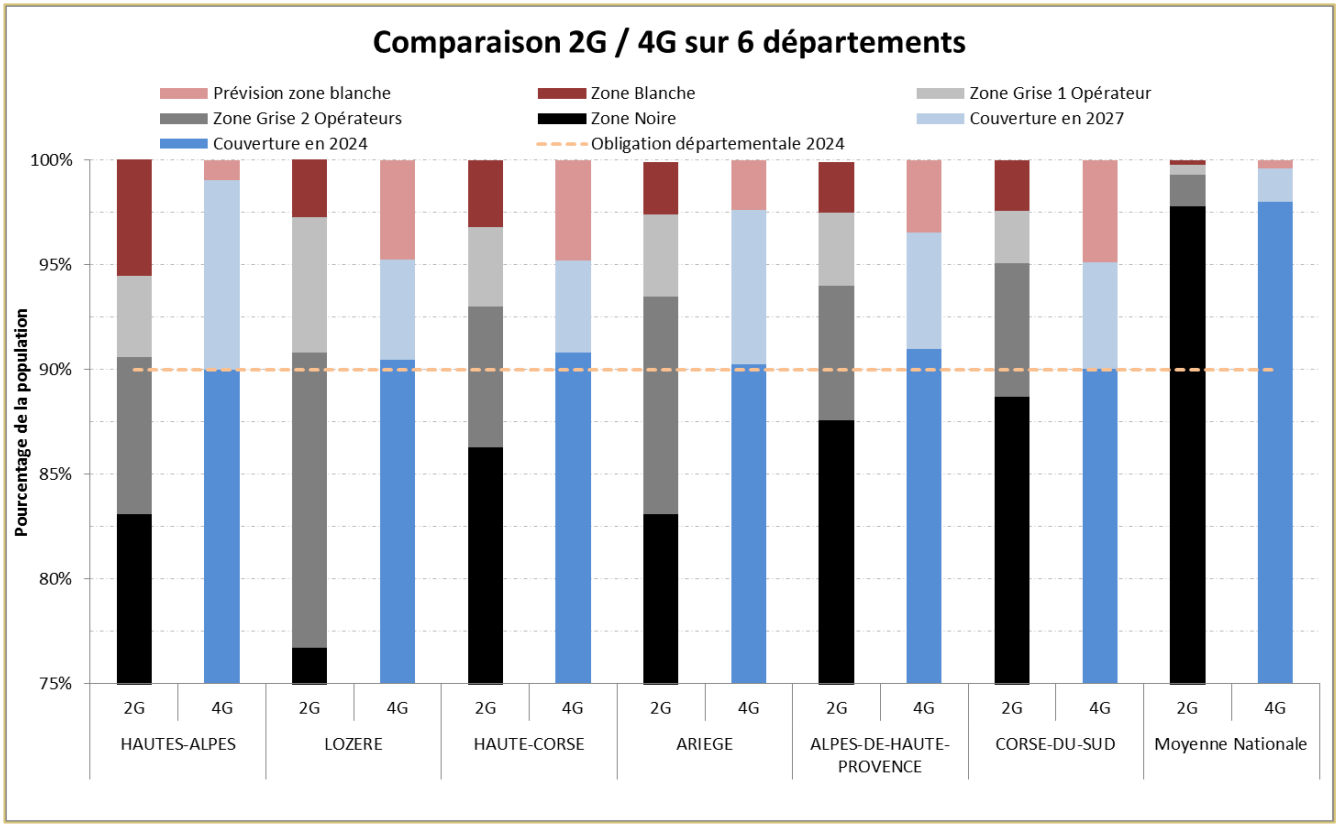
Tactis

© Copyright - TACTIS - Juillet 2012
© Copyright - IGN Paris - 2012

Un impact global en 2022, sauf pour quelques départements



Rattrapage avec les obligations par département à partir de 2024

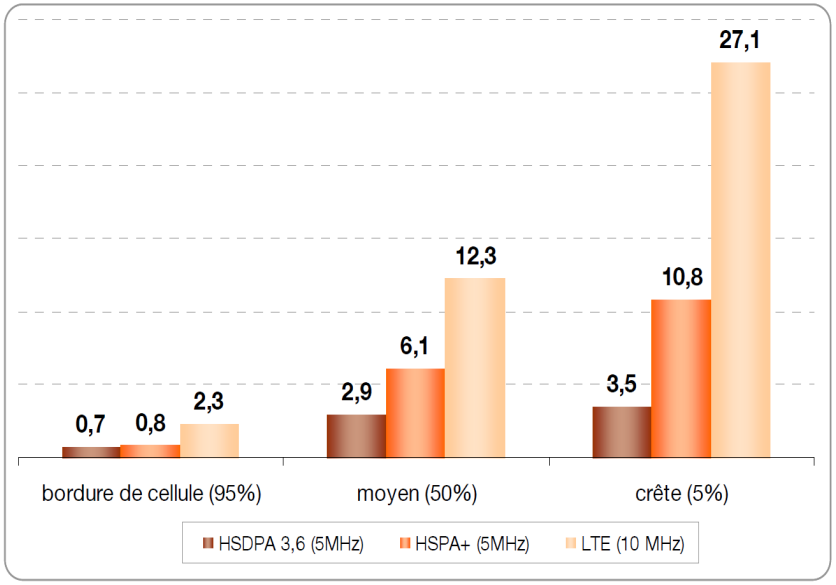


- L. 32-1 du CPCE modifiée en juillet 2004 : le ministère et l'ARCEP veillent « 7° À la prise en compte de l'intérêt de l'ensemble des territoires »

Des performances non uniformes et plus proches du Haut débit que du Très haut débit

En bord de cellule

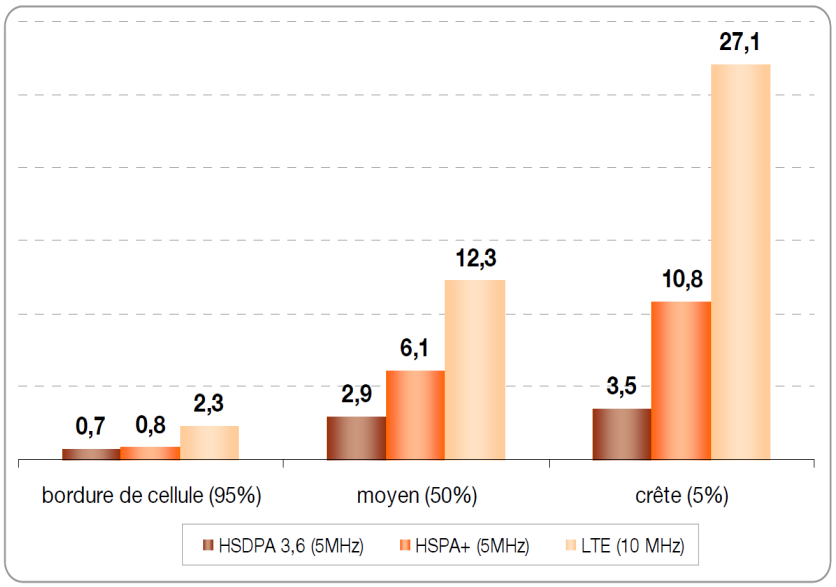
- Avec un utilisateur actif (Mbit/s)



Des performances non uniformes et plus proches du Haut débit que du Très haut débit

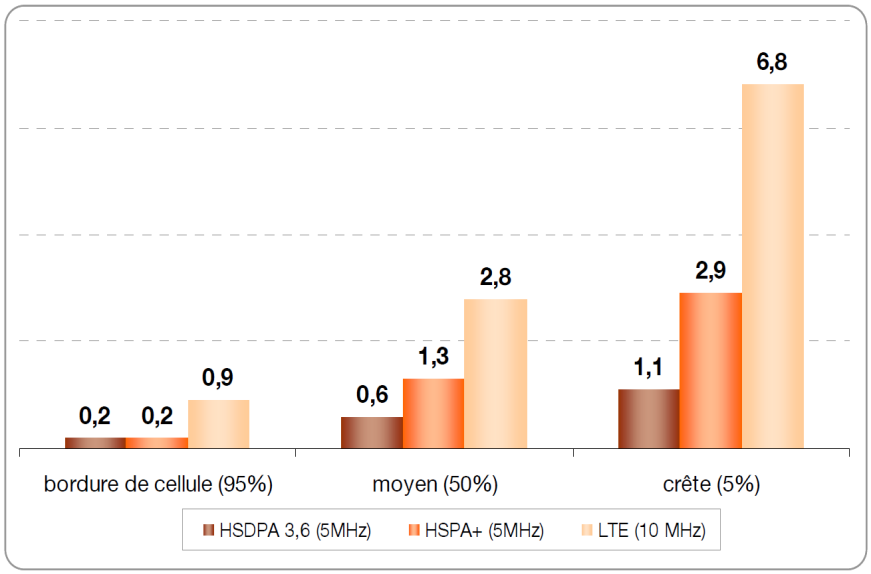
En bord de cellule

- Avec un utilisateur actif (Mbit/s)



Suivant le nombre d'utilisateurs

- Avec 5 utilisateurs actifs



Les performances dépendent aussi des obstacles. Elles s'amélioreront, mais les besoins en débit augmenteront également.

En conclusion : miser sur les obligations de la 4G est hasardeux

- Les obligations de déploiement améliorent la couverture du territoire pour le mobile (anticipation sur une partie de la zone prioritaire, zones grises à terme) mais ne sont pas conçues pour le fixe en France.
- Aucun opérateur n'a fait connaître son intention de proposer une offre de gros ou de détail en alternative au fixe, et tous les titulaires de licence sont présents sur l'ADSL.
- La montée en débit est décidée par les collectivités pour pallier l'attente du THD en fibre optique, et la couverture 4G extensive n'intervient qu'en 2022/2027.
- Le Très haut débit de 2027 sera sans doute plutôt du Gbit/s que des dizaines de Mbit/s.
- Les collectivités n'ont pas de prévisibilité de couverture locale par les licences. Les opérateurs n'ont pas donné de prévisions de couverture pour les SDTAN.

Et maintenant…

- Contractualiser une proposition (couverture et offre) devrait se faire en respectant la neutralité technologique (WiFi, WiMAX, 4G/LTE, MED cuivre…) et suppose un appel d'offres.
- Pour les appels d'offres lancés qui vont être prochainement attribués (Loiret, Savoie, Auvergne…), est-ce qu'un opérateur répondra en utilisant sa licence pour la montée en débit ?
- Il serait souhaitable que les titulaires de licence fassent connaître leurs stratégies et prévisions de déploiement dans le cadre des concertations organisées (v2 des SDTAN, SCORAN, CCRANT…) pour les besoins mobiles (fibrage des points hauts…) et leurs stratégies éventuelles pour l'utilisation en alternative au fixe.
- Les négociations autour de l'utilisation de la bande 1 800 MHz pourraient être mises à profit pour améliorer les engagements sur la couverture du territoire dans les différentes bandes (point non évoqué dans la consultation publique).